

À l'attention du président de la Commission européenne et du négociateur en chef du Brexit

Je vous ai précédemment alerté, ainsi que vos équipes respectives, sur ce que nous avons appelé « le plus grave scandale financier britannique des temps modernes ».

Je vous écris maintenant pour vous proposer de rendre visite à la Commission européenne, comme je l'ai fait précédemment (rencontre avec M. John Berrigan de la FISMA, le 19 septembre 2018), afin de vous exposer en personne ce qui s'est passé.

Nous décrivons actuellement cette situation dans une série de trente-quatre communiqués de presse quotidiens et nous en sommes environ à la moitié. Ces derniers, ainsi que nos trois principaux rapports, sont disponibles sur notre site web www.lloydsbankassetfrauds.com. Les versions française et allemande suivront sous peu.

Qu'essayons-nous précisément d'indiquer à la Commission européenne ?

La fraude bancaire et la fraude criminelle les plus graves jamais commises au Royaume-Uni et leur dissimulation complète par le gouvernement britannique et toutes les branches de l'État depuis plus de dix ans.

La corruption de haut niveau est si importante que les systèmes financiers et réglementaires britanniques représentent désormais un danger systémique pour l'Europe et le reste du monde. Comme vous le savez, les autorités américaines ont récemment qualifié le Royaume-Uni de « juridiction à haut risque », terme officiel désignant un vilain petit pays.

Londres est devenue l'un des principaux centres mondiaux de blanchiment d'argent au niveau international, soutenu par une infrastructure complète d'avocats corrompus et d'autres intermédiaires frauduleux. Néanmoins, quel espoir peut-il y avoir que les autorités britanniques s'attaquent un jour à ces problèmes, si le gouvernement britannique, ses régulateurs et ses procureurs ont couvert - et continuent de couvrir activement - les actes répréhensibles et les fraudes criminelles à grande échelle des grandes banques britanniques, notamment Lloyds - qui fait l'objet de nos recherches détaillées - et Royal Bank of Scotland (RBS).

Le but en vous écrivant et de vous proposant de rencontrer vos équipes dans les prochaines semaines n'est pas d'interférer avec les négociations du Brexit. Nous cherchons plutôt à fournir à la Commission européenne un tableau complet de ce qui s'est passé et à lui demander d'utiliser ses pouvoirs considérables pour contraindre le gouvernement britannique à changer complètement son approche et à introduire des réformes essentielles. En bref, de « faire le ménage ».

J'espère que vous accepterez de me rencontrer et d'écouter ce que j'ai à vous dire. Je suis un ancien cadre de la banque d'investissement S.G. Warburg et nous sommes soutenus par un haut représentant de la police, qui a conduit nos démarches auprès du gouvernement britannique.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments respectueux.

William May / Lloyds Bank Victims Group

10 octobre 2020